

Document

Sur la crise financière.

Une analyse du groupe **Courant Communiste Internationaliste Trotskiste (CCI-T)** parue au mois de mai dans le n°13 de *CPS* qui résume bien l'approfondissement des contradictions auxquelles le capitalisme mondial est confronté.

Le 15 septembre dernier, dans une interview à la chaîne de télévision ABC, Alan Greenspan, qui fut le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) pendant 19 ans, a affirmé que la crise financière actuelle était la plus grave depuis 50 ans et probablement depuis un siècle, jugeant que la tourmente était encore loin d'être terminée, avant d'ajouter « *Il n'y a aucun doute, je n'ai rien vu de pareil et ce n'est pas encore fini et cela prendra encore du temps* ». Et quant aux solutions mises en œuvres par les banques centrales et les différents gouvernements, sur un air désabusé, il a poursuivi « *Je serais très heureux si ces facteurs pouvaient suffire à stabiliser cette crise mais je ne parierais pas mon argent sur cela* ».

Depuis la parution de cet article du CCI-T, les évènements se sont emballés, la banque d'affaires Bear Stearns, les deux institutions américaines du refinancement hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae, la banque d'affaires Lehman Brothers et pour finir provisoirement l'assureur AIG (American International Group) étaient déclarés en faillite ou en grande difficulté et sauvés in extrémistes grâce à l'intervention du gouvernement américain, via la Fed à coup de centaines de milliards de dollars, auxquels s'est joint un consortium de banques pour éviter que la panique ne se répande comme une traînée de poudre à travers le monde et que le scénario de 1929 ne se reproduise.

Pour sauver le capitalisme de la débâcle, la Maison Blanche n'a pas eu d'autre choix que d'adopter la position de la fuite en avant en portant le déficit budgétaire américain pour l'exercice fiscal commençant au mois d'octobre au niveau record de 482 milliards de dollars. (source : AFP 17.09)

LA MARCHÉ A LA CRISE

Tous ceux qui vivent de leur travail dans cette société, ainsi que les chômeurs et la jeunesse savent bien que l'économie va mal : leur situation économique empire tous les jours.

L'existence d'une crise économique grave est reconnue également par tous les courants de pensée qui s'expriment à travers les journaux et médias divers. Par tous ceux qui condamnent le système d'abord. Par d'autres, qui acceptent ce système mais demeurent critiques sur certains de ses effets et même par les autres, qui en sont les bénéficiaires directs et les farouches défenseurs.

La compréhension de la situation actuelle n'en est pas rendue plus simple pour autant et les raisons avancées comme étant les causes sont aussi différentes que les intérêts des uns et des autres dans l'histoire. Crise immobilière ? Crise financière ? Crise américaine ? Accident de parcours, comme l'adolescence est parsemée de crises douloureuses mais mène à l'âge adulte, ou signe d'une sénilité qui s'illustre par des retours en arrière destructeurs, des régressions dramatiques ?

Il n'est pas facile de répondre sans démonter dans le détail les convulsions économiques actuelles, un article court ne s'y prête guère. Nous nous proposons ici, non de détailler le contenu de la crise, mais de présenter les mécanismes qui en sont à l'origine.

CRISE IMMOBILIERE, CRISE FINANCIERE OU CRISE DE L'ENSEMBLE DU SYSTEME ÉCONOMIQUE?

Précisons d'abord de quoi nous parlons, car les discours sont dans ce domaine nombreux et contradictoires. Pour certains l'origine de la crise actuelle est une crise immobilière purement américaine qui s'est généralisée, pour d'autres c'est une crise financière...

Le phénomène qui a éclaté aux Etats Unis dans l'été 2007 sous le nom de crise des « *subprimes* » et qui était annoncé clairement dès le début de l'année 2007 par de multiples observateurs, est une rupture du système de crédit américain spécialisé dans le crédit immobilier.

C'est dans le monde de la finance américaine que s'était mitonné ce type de crédit particulièrement détestable appelé « crédit à risque » |s'adressant à une partie de la classe moyenne et aux ménages pauvres. Crédit variable, dont les taux de remboursements restaient bas pendant deux ans pour grimper à 16, 18 % voire plus les années suivantes. La chose a pu durer un certain temps, car les emprunteurs pouvaient vendre leur maison avec bénéfice dans un marché immobilier en expansion, soutenu par les taux de prêts bas pratiqués par la FED (Banque centrale des Etats Unis). Tout le monde connaît aujourd'hui les conséquences : une hausse des taux d'intérêt de l'argent aux USA conjuguée avec un ralentissement de la demande et le château de cartes s'est écroulé. Des millions d'emprunteurs ne peuvent plus rembourser, ils ne peuvent non plus revendre leur maison, les établissements financiers prêteurs sont en état de faillite.

Nous reviendrons sur les conséquences immédiates que cette crise a engendrées sur l'ensemble du système de crédit mondial, mais pour l'instant posons une question : comment des établissements financiers prestigieux comme Morgan Stanley, Merrill Lynch, City Group... ont pu se lancer dans le « *prêt à risque* » à des millions de ménages pauvres déjà surendettés jusqu'à la moelle (au moment où, vers 2001 2002, ce type de crédit immobilier voyait le jour, les ménages étaient déjà endettés à près de 100% de leurs revenus !). Les établissements financiers, la FED, l'Etat américain étaient parfaitement au courant, les statistiques d'endettement des ménages américains étant établies par ces mêmes organismes.

Les taux pratiqués devenant usuraires au fil du temps (sous prétexte de "couvrir le risque") la probabilité de ruptures de remboursement est très forte et ces même établissements financiers ont mise en oeuvre à cette occasion une « *innovation* » vieille d'une trentaine d'années, la « *titrisation* » pour masquer justement le caractère hasardeux de leurs opérations. Sous ce nom se cache la fabrication d'actions boursières (des titres) constituées d'un judicieux et surtout invisible mélange de prêts à risque et de prêts ordinaires. Le tout, bien ficelé, était revendu très cher en raison même des taux de prêts pratiqués qui rapportaient gros et le plus vite possible à d'autres établissements qui récupéraient le risque. Le premier établissement prêteur se retrouvait avec un joli pactole.

Tout cela rappelle les fameuses chaînes de la fortune, escroqueries populaires où l'on vous invite par courrier ou par Internet à verser une somme donnée pour gagner dix fois plus sous réserve de trouver d'autres victimes. L'affaire marche tant que la chaîne s'accroît, seuls les initiateurs étant assurés d'un bénéfice. L'analogie s'arrête ici car dans la chaîne de la fortune c'est un « *emprunteur* » qui initie la chaîne, dans l'économie financière actuelle c'est le prêteur qui cherche désespérément à placer son capital.

DE CRISE EN CRISE ?

L'immobilier n'est en aucun cas l'origine de la crise actuelle, il n'est que l'endroit où la crise financière récurrente s'est manifestée.

« Si la crise n'avait pas été déclenchée par une mauvaise évaluation des prêts subprime US titrisés, elle aurait fini par se déclarer dans d'autres secteurs ou marchés. Quelque chose devait céder. » Alan Greenspan (cité par *La Chronique Agora*)

Mr Greenspan n'est pas n'importe qui. Sur la vingtaine de crises monétaires ou financières que le système capitaliste a connu de la fin des années 70 à aujourd'hui, il a eu à en affronter pas moins d'une dizaine en tant que président de la FED. Il est en particulier celui qui a « *sauvé l'économie américaine* » et partant l'économie capitaliste mondiale d'une récession combinant réduction de la production et des échanges, en traitant l'éclatement de la bulle Internet des années 2000 2001 par l'abaissement drastique des taux d'intérêts de la FED (jusqu'à 1%), relançant l'économie et l'endettement, créant ainsi les conditions de la nouvelle bulle qui allait apparaître dans l'immobilier. Rappelons juste que la bulle Internet fut appelée à l'époque la « *nouvelle économie* » et devait ouvrir une nouvelle ère de réalisation de profits sans crise...

Loin de renier cette politique d'acceptation des bulles, spéculatives, le gourou de Wall Street la confirme encore aujourd'hui. « *En tentant de juguler les bulles, les banques centrales ne peuvent que rendre la situation pire. La seule possibilité est de passer derrière pour réparer les dégâts* », a-t-il confié au *Financial Times*. (Cité par *La libre Belgique*).

La seule solution aujourd'hui serait donc de passer d'une bulle à une autre, en fabriquant à partir d'un endettement colossal, un endettement de plus en plus colossal ? La chaîne du profit ne devant s'arrêter sous aucun prétexte, au risque de l'écroulement général, elle mène à une catastrophe encore plus gigantesque.

Ce pilotage à vue consistant à baisser les taux d'intérêt à chaque menace de récession consécutive à l'éclatement d'une bulle et à les relever progressivement quand la « *croissance* » reprend est une politique à court terme. Elle a certes permis jusqu'à la crise de 2007 la relance de l'économie par la consommation, mais en causant un endettement accru des ménages et des entreprises. Les ménages américains sont ainsi passés d'un taux d'endettement de 103 % de leur revenu disponible en 2005 à plus de 140 % en 2007.

Pour alimenter ces relances, l'endettement public américain a dépassé les 9 000 Milliards de \$ (à rapprocher des 2800 milliards de \$ de dette des 165 pays dits « *en voie de développement* »). La dette totale des Etats Unis (intégrant dette publique, dette des ménages et dette des entreprises) dépasse les 39 000 Milliards de \$!!

Cette forme de soutien éperdu à l'accumulation du capital n'est pas l'apanage des seuls Etats Unis :

Exemples de dettes publiques de certains pays capitalistes avancés en 2006 :

Pays	Dette en Milliards de \$	En % du Produit Intérieur Brut
Allemagne	1774	67,8
France	1309	64,2
Italie	1795	106,7
Japon	4131	177,6
Royaume Uni	2111	47,2

Cet endettement incontrôlable, qui touche tous les vieux pays capitalistes pourrait être le signe d'une économie en pleine expansion, qui a besoin du crédit pour mettre en activité toutes les capacités de production, mais ce n'est pas le cas. Il est au contraire le signe d'un profond pourrissement.

UN CAPITALISME US QUI CHERCHE PAR TOUS LES MOYENS A SE SURVIVRE

Ce ne sont pas des biens de luxe, des marchandises exotiques que les ménages américains cherchent à se procurer par le biais de cet endettement massif, mais des biens de consommation courante, un logement qu'ils n'arrivent plus à se procurer par leur seul salaire. Dans une étude menée par la BNP Paribas et publiée par le journal *Les Echos* du 2/2/2007, la banque écrivait à propos de la situation aux Etats-Unis : « *Pour la majorité des citoyens, la hausse des revenus réels (autrefois observée pour l'ensemble des catégories de revenus) est quasi interrompue. Il faut aller vers le milieu du décile supérieur pour trouver une hausse du revenu réel dans les cinq dernières années.* »

C'est à dire qu'il n'y a eu augmentation du revenu que pour moins de 10 % de la population, pour le reste il y a eu stagnation ou baisse.

Ce ne sont pas les ménages américains qui s'enrichiraient sur le dos du reste du monde, mais les 5 % possesseurs du capital. Et le phénomène touche toutes les économies capitalistes.

Le capital n'est plus investi de manière prioritaire dans la production de richesses, mais dans des opérations spéculatives.

Il y a en effet bien longtemps dès la fin du 19ème siècle que le capitalisme est passé du stade industriel et ascendant où la libre concurrence permettait de conquérir de nouveaux espaces, au stade où toutes les économies sont entrées dans une féroce compétition et où le capitalisme financier et les monopoles règnent

en maîtres. Depuis cette époque quelques nations riches, impérialistes, dominent la planète, exportent et accumulent des masses toujours plus importantes de capitaux, une accumulation base du profit de quelques-uns mais source de crises toujours plus graves. Les crises de surproduction ont toujours jalonné l'histoire du capitalisme, entraînant récession et misère pour des millions d'hommes, mais à notre stade « *impérialiste* » où domine le capitalisme financier, c'est le capital lui même qui est en surproduction.

Dans un monde devenu trop petit, à la fois miséreux et saturé de marchandises, il faut un capital de plus en plus important pour produire un profit relatif de plus en plus faible. Et pour augmenter cette part de profit, il faut rogner de plus en plus sur la force de travail qui produit les richesses, réduire la part des salaires directs et indirects (sécurité sociale, santé, éducation, etc. ...) au risque de rétrécir la capacité de consommation des populations. Et pour arriver à vendre moins cher à des travailleurs appauvris, il faut augmenter la productivité, réduire encore les coûts de production en construisant des usines toujours plus grandes avec le moins possible d'ouvriers payés le moins possible, délocaliser au besoin.

Tout le monde le comprend, cette spirale dévastatrice a forcément une butée. Cette butée est la cause unique des grandes guerres impérialistes qui ont jalonné le 20^e siècle, la dernière organisant la destruction de forces productrices considérables : des dizaines de millions d'êtres humains sont morts, des pays entiers ont été dévastés, les infrastructures, les usines rasées, le capital en excédent réduit à néant. Le capitalisme pouvait repartir pour une période de « *reconstruction* ».

Cette période, qui a duré de 1945 à la fin des années 1970 et qui a été appelée par les bourgeois émerveillés et leurs économistes « *les trente glorieuses* » est terminée. Et depuis 25-30 ans, le capital a dû à nouveau mettre en place expédients sur expédients pour survivre.

- économie d'armement venant en soupape de la surproduction, les armes étant en effet une marchandise commode : leur vocation est de se détruire ;

- maintien de guerres de rapine. Par exemple : « *La guerre en Irak pourrait coûter entre mille et deux mille milliards de dollars aux Etats Unis* », selon une étude co dirigée par Joseph Stiglitz, prix Nobel de l'économie 2001, publiée par l'*Expansion* du 10/01/2006, Mais qui peut rapporter gros aux Etats Unis qui en convoitent le pétrole, et directement aux « *faucons* » amis de Bush (à travers par exemple la société Halliburton, dont le vice président Dick Cheney est ancien PDG, qui a obtenu le tout premier contrat de reconstruction en Irak, avant que l'invasion ait commencé, et bien d'autres ...) ;

- spéculation effrénée. Les capitaux se portant, bien évidemment sur les segments rapportant les plus gros intérêts. Aujourd'hui, les capitaux qui se sont retirés de la bulle immobilière servent à spéculer sur les matières premières, pétrole en tête. Ce sont des milliers de milliards de dollars de capitaux flottants qui sont prêts ainsi à se porter sur un secteur en en délaissant un autre.

- poursuite généralisée de la politique d'endettement qui présente deux avantages : elle permet au capital prêté d'être rémunéré et elle permet (au moins pendant un temps) aux ménages appauvris par la baisse continue du pouvoir d'achat de leurs salaires de, continuer à consommer.

Mais cette période là est également terminée, c'est le sens de la crise actuelle. Les trucs, astuces et autres innovations financières n'arrivent plus à relancer la machine. La crise actuelle présente des caractères qui ne trompent pas :

Ce sont les pays capitalistes avancés qui s'endettent à leur tour et de manière exponentielle ; la dernière crise de la mi 2007 combine endettement massif récession et inflation généralisée (4,08 % en 2008 aux USA) malgré des taux d'intérêt élevés de l'argent Le pétrole, les matières premières continuent leur course à la hausse, refuge de capitaux affolés par la crise. Les techniques employées il y a peu par la FED sous la présidence de Greenspan sont inapplicables ici : les taux d'intérêts sont déjà remontés, les remonter plus serait plonger l'économie dans une récession violente, les baisser serait alimenter une inflation dont aucun des financiers ne veut car elle rongerait le pactole qu'ils ont constitué ;

- les grands pays émergents (Chine, Inde) exercent une concurrence directe massive sur les vieilles économies capitalistes que celles ci ne peuvent assumer ;

- la profondeur de la crise désassemble les économies capitalistes qui semblaient marcher d'un même pas (la politique d'endettement des Etats Unis est ouvertement condamnée, la France et l'Allemagne connaissent une évolution divergente rapide) et disloque le consensus politique qui s'était constitué sur les

grands choix économiques et politiques.

Ces deux derniers points illustrent les bouleversements politiques engendrés par la phase actuelle de la crise du capitalisme. Nous y reviendrons dans la deuxième partie de cet article importance de la crise actuelle ; le rôle des Etats Unis ; Crise et sauveurs ; le capitalisme n'est pas réformable, il n'est pas « *régulable* ».

LA MARCHÉ A LA CRISE (2 EME PARTIE)

IMPORTANCE DE LA CRISE ACTUELLE

Comme nous l'écrivions dans la première partie de cet article, ce qui était présenté initialement comme la crise des « *subprimes* » américains est devenue rapidement crise financière et est en train de devenir sous nos yeux crise économique mondiale majeure.

L'INSEE ouvre ainsi sa note de conjoncture de mars 2008 : « *Au début de 2008 l'économie mondiale continue de ralentir. La hausse des prix des matières premières ampute le pouvoir d'achat des ménages. L'investissement pâtit de l'élévation des primes de risque et d'une gestion des demandes de financement plus restrictive de la part des banques. L'ampleur de ce ralentissement n'est pas uniforme et les divergences s'accroissent entre grandes zones. L'économie américaine est ainsi quasiment à l'arrêt* »

Si aucun commentateur économique ne songe plus à nier l'importance de la crise aux USA, tous sont en train d'essayer d'en mesurer la capacité à s'étendre aux autres « *zones* », à mesurer le risque pour le pays dans lequel ils opèrent.

Le premier constat qui peut pourtant être réalisé, même si la crise actuelle n'a pas encore livré tous ses ressorts et ses conséquences, est le suivant :

- elle est d'une ampleur dépassant toutes celles connues depuis la seconde guerre mondiale ;
- elle a démarré et se développe au coeur même de la nation capitaliste la plus puissante, celle autour de qui s'est réorganisé le système capitaliste mondial à la sortie de cette même guerre mondiale ;
- la forme sous laquelle elle a éclaté et continue de se propager crise financière massive cache de plus en plus mal le pourrissement de l'organisation économique mondiale et menace dans les mots des capitalistes eux mêmes l'économie « *réelle* », c'est à dire la production et les échanges mondiaux de marchandises ;
- le système dans son ensemble est menacé de dislocation.

1000 MILLIARDS DE DOLLARS LIQUIDÉS

Au sujet de l'éclatement de la bulle Internet en 2000 2001, l'article de Wikipédia (l'encyclopédie du WEB) précise : « *Tous les profits réalisés depuis 1995 (145 Milliards \$US) par les 4 300 sociétés du NASDAQ sont volatilisés par les pertes gigantesques de 2000 2001 (148 Mds \$US).* »

C'est avec curiosité que nous attendons le qualificatif qui sera apporté aux pertes liées à la crise actuelle des « *subprimes* », annoncées comme approchant d'après les chiffres du FMI les 1000 milliards de dollars (pour l'instant).

1000 milliards de dollars partis en fumée, l'équivalent de la dette publique accumulée de la France, 5 fois le produit intérieur brut du Portugal, 100 fois celui du Sénégal en proie actuellement aux émeutes de la faim. Aux Etats Unis d'Amérique, ce sont deux millions de foyers qui ont été jetés à la rue, réduits à la misère.

Si ces chiffres paraissent « *gigantesques* » ils ne sont en réalité qu'une petite image des capitaux que le système génère et ne sait plus employer.

Cette situation n'est pas nouvelle, comme le montre le tableau suivant où sont comparées les évolutions du produit intérieur brut, des investissements à l'étranger et des mouvements financiers dans les années 80 :

Evolutions diverses en % entre 1980 et 1988

Indicateurs	Taux de variation
PIB des pays de l'OCDE	+95%
Echanges commerciaux	+100%
Investissements directs à l'étranger	+250%
Flux financiers sur le marché des changes	+750%

Cette situation s'aggrave et elle s'aggrave de plus en plus vite. En effet de 1990 à 1999, la capitalisation mondiale est passée de 9.400 à plus de 36.000 milliards de dollars. Une croissance de plus de 16% par an en moyenne. En comparaison, le PIB (Produit Intérieur Brut), qui estime la production marchande effective, n'a crû que de 3,3%. Le krach de 2001 a certes porté un coup d'arrêt à cette poussée financière. Mais pas pour très longtemps.

La capitalisation boursière en 2006 se chiffre à 50.635 milliards de dollars. C'est davantage que le PIB mondial, estimé à 48.144 milliards de dollars. En tête du palmarès des Bourses, les Etats Unis avec un montant avoisinant les 20.000 milliards de dollars (suivis par l'Union européenne à 15 avec une somme de 13.256 milliards de dollars). Le PIB américain, quant à lui, ne dépasse pas les 13.200 milliards de dollars. (Source. World Federation of Exchanges, Annual Report and Statistics 2006, <http://www.worldexchanges.org/...>)

De la même manière il faut interpréter les gigantesques endettements publics ou privés accumulés comme participant à la création d'une fausse richesse, d'une croissance fictive, d'un « *Himalaya de dettes* » prêt à s'écrouler à tout moment. Et là où cette capitalisation phénoménale exprime l'appropriation par quelques-uns du produit du travail de tous à l'échelle mondiale, l'accroissement démesuré de l'endettement représente aussi l'appauvrissement des travailleurs et des finances publiques, incapables de faire face à leurs dépenses courantes sans faire appel au crédit. Cette spirale destructrice déjà maintes fois décrite est complètement à l'oeuvre aujourd'hui, sans qu'aucune des « *autorités* » économiques, financières, politiques ne puisse l'enrayer.

Il y a peu, tous s'esbaudissaient, s'émerveillaient de la capacité du capitalisme à accumuler et à accumuler toujours plus de capital. Aussitôt sortis d'une crise, banquiers, capitalistes et spéculateurs en tous genres poussaient les feux et se remettaient à accumuler.

Mais depuis les crises des économies asiatiques de la fin des années 90, la crise « *Internet* » de 2001 2002, les rebonds du capital ne s'opèrent plus sur des secteurs de production ou interviennent l'innovation technologique et l'accroissement massif de la productivité du travail.

La sortie de la bulle Internet s'est opérée par l'investissement du capital financier dans l'immobilier, faisant grimper les prix, inventant le camouflage du crédit insolvable par la « *titrisation* » etc. Dans l'étape actuelle de la crise, les capitaux s'orientent aujourd'hui sur les matières premières et les marchandises de première nécessité, signe de l'absence de confiance des investisseurs envers la situation générale de l'économie capitaliste.

Ce n'est en effet pas parce que les travailleurs chinois s'enrichiraient et qu'ils mangeraient plus de cochon comme on le lit dans les journaux que les prix des produits agricoles s'envolent !! P.Fabra, économiste bourgeois et chroniqueur des *Echos* le réfute d'ailleurs dans un article récent : « *La flambée des cours de pratiquement toutes les matières premières, qui soulève des émeutes de la faim, a très peu de choses à voir avec les progrès de la consommation !* ». Et de conclure « *Les marchés sont déréglés parce que l'or noir et jusqu'aux denrées agricoles sont devenus des valeurs refuges* » (*Les Echos* 11 et 12 mars 2008).

Les capitalistes savent bien qu'en cas de crise généralisée, il sera nécessaire d'assurer le minimum, d'approvisionnement ; ils spéculent sur cette situation en accaparant les stocks disponibles, créant la pénurie et assurant par la même une inflation qu'aucun gouvernement, aucune banque centrale n'arrivent à juguler. Cela au grand dam des professeurs de moralité économique pour qui l'inflation est la chose la plus horrible qui puisse arriver puisqu'elle rogne la valeur des capitaux existants, source des profits futurs.

Qu'elle ampute également le pouvoir d'achat des travailleurs n'étant d'ailleurs pas pour eux un problème : « *mariez vous avec un millionnaire* » comme répondait pendant sa campagne électorale « *il cavaliere* » Berlusconi à une femme qui l'apostrophaît sur ses difficultés à joindre les deux bouts !!

SPECULATION, PARASITISME, MILITARISME.

Ce qui a caractérisé les développements économiques de ces dernières années et ce qui forme l'arrière plan de la crise actuelle, c'est l'augmentation ahurissante de la spéculation, de l'armement et de la guerre, du parasitisme économique sous toutes ses formes, toutes actions menées pour maintenir le taux de profit le moteur du système à un niveau suffisant.

La fameuse « *croissance* », c'est à dire l'augmentation du profit, condition mise à toute amélioration, voire à tout maintien des conditions de vie actuelles de la population travailleuse, est de plus en plus ouvertement fondée sur les aspects les plus pourris de l'économie :

Spéculation d'un côté :

Banquiers, traders, fonds de pension, actionnaires sont à l'affût de tout ce sur quoi ils pourront spéculer.

C'est ainsi qu'après Internet, l'immobilier est devenu leur champ d'action. Cette spéculation qui touche toutes les villes importantes de la planète et non seulement l'immobilier américain, entraîne à la faillite tous les établissements qui pensaient réaliser une opération solide et sûre en investissant dans la pierre, y compris les fonds de pension chargés de verser leur retraite à des millions de travailleurs :

« *Selon LEAP/E2020, d'ici la fin de 2008, nous allons assister à une formidable déroute de l'ensemble des fonds de pension de la planète, mettant en péril tout le système des retraites par capitalisation.*

Ce cataclysme financier aura une dimension humaine dramatique puisqu'il correspond à l'arrivée à la retraite de la première vague des baby boomers aux Etats Unis, en Europe et au Japon : les revenus des fonds de pension s'effondrent au moment même où ils doivent commencer à effectuer leur première grande série de versements aux retraités. » (Global Europe Anticipation, *Bulletin* du 15 mars 2008).

Jusqu'au Fonds de Réserve des Retraites français (FRR) sous tutelle d'Etat, institué par Jospin, qui vient d'égarer 3 milliards d'Euros dans la spéculation comme vient de le révéler *Le Canard Enchaîné*. Et pour rattraper toutes ces pertes il conviendra naturellement de spéculer encore plus. Il ne s'agit pas d'une spéculation pirate sur une économie saine, mais d'une gangrène qui agit au coeur même du système.

« *Quant au compte en banque du gourou déchu (Alan Greenspan ex directeur de la FED), la crise de crédit ne semble pas l'avoir affecté. Les droits d'auteur de son livre seront probablement suffisants pour que cet homme de 81 ans soit à l'aise jusqu'à la fin de ses jours.*

Il a par ailleurs pu trouver quelques clients intéressés par ses conseils. Le dernier est le célèbre gestionnaire de fonds spéculatifs John Paulson. M. Greenspan devrait rejoindre le groupe d'experts sur lesquels s'appuie cet homme qui, en 2007, a gagné environ 3 milliards de dollars (2 milliards d'euros), essentiellement en prenant des positions à la vente sur des titres basés sur des crédits immobiliers. Il a fait preuve d'une grande perspicacité dès 2005 M. Greenspan dirigeait encore la Fed, en estimant que les taux des prêts dans l'automobile étaient le reflet d'une bulle de crédit. » (Edition du *Monde* du 17/01/2008 à propos d'A. Greenspan).

Le Monde oublie de signaler que Mr Paulson est en plus un grand communicateur qui se répand aujourd'hui sur la nécessité de moraliser les affaires financières.

Endettement, armement et guerres de l'autre :

Nous ne reviendrons pas sur la question de l'endettement qui a été abordée dans la première partie, sinon pour dire que là encore ce n'est pas un phénomène extérieur au système, un accroc dans son fonctionnement mais une façon de poursuivre la réalisation du profit. Le président W Bush a promulgué en octobre 2007 après l'éclatement de la crise des subprimes une loi permettant d'augmenter le plafond d'endettement à 9 815 Milliards de Dollars (5ème rallonge depuis le début du 1e mandat de Bush en janvier 2007), et en France N. Sarkozy déclarait en 2006 « *Je veux développer le crédit hypothécaire en France.*

C'est ce qui a permis de soutenir la croissance aux Etats-Unis » (Les Echos, 9 novembre 2006).

Forme évidente de cavalerie sur le produit du travail futur, cet endettement généralisé, colossal, des états comme des ménages, atteint aujourd'hui ses limites et menace de se dénouer dans une catastrophe mondiale.

Autre façon de combattre les difficultés économiques, alors que les budgets d'armement avaient un peu diminués dans la première partie des années 1990 à la suite de la chute de l'URSS, ils reprennent une expansion continue depuis le milieu des années 1990 :

Evolution des dépenses de défense calculées en équivalent de pouvoir d'achat base 2004

Pays	Evolution en volume 1995-1998	Evolution en volume 1998-2004
France	4,30%	15,83%
Allemagne	4,05%	2,19%
Royaume Uni	8,05%	9,95%
Etats Unis	0,76%	34,60%

Il faut en effet soutenir coûte que coûte une production qui trouve de moins en moins de débouchés et maintenir ses positions dans les échanges mondiaux. La machine ne doit surtout pas s'arrêter et nous devons être les premiers à pédaler.

Pour l'ensemble du monde, 1 035 milliards de dollars US de dépensés en armes en 2004, 1118 milliards en 2005, l'année 2006 voyant encore une fois les records voler en éclat avec 1204 milliards (+ 8%). Ce sont bien sûr encore les USA qui se taillent la part du lion avec un budget global du ministère de la Défense américain de 649,9 milliards \$US en 2006.

Au bout de l'économie d'armement il y bien évidemment la guerre, guerre menée directement par l'impérialisme, en Irak, en Afghanistan, ou indirectement en manipulant et en armant de multiples factions rivales comme en Afrique, mais toujours au compte des impérialismes américain, anglais, français, allemand..

Mais même cela ne suffit plus. La saturation du marché, l'accroissement résultant des rivalités inter impérialistes, l'émergence concurrentielle de la Chine et de l'Inde nécessite d'autres réponses.

L'annonce de l'arrêt du retrait des troupes américaines d'Irak, le battage médiatique autour de la possession de l'arme atomique par l'Iran et les menaces de guerre contre ce pays, le retour du militarisme allemand et japonais (interdits d'armement et de participation aux conflits armés à la fin de la seconde guerre mondiale), la réintégration de l'Otan par la France sont autant de signes de cette évolution.

L'impérialisme français, impérialisme de cinquième zone, ne peut être en reste, sa survie en dépend. En 2008, les opérations militaires (interventions extérieures) coûteront 400 millions d'euros de plus que prévu (*Les Echos* du 31 mars 2008), la bourgeoisie française comptant intervenir au Liban, en Côte d'Ivoire, au Tchad, en Afghanistan.

LES ETATS UNIS : TRENTE ANS DE DOMINATION INCONTESTEE...

L'impérialisme actuel le plus puissant, les Etats Unis, est au coeur de la tourmente.

A l'origine jeune capitalisme plein de vitalité, qui conquiert pendant la première guerre mondiale (1914 1918) la place de première puissance mondiale en éliminant le premier impérialisme historique que fut le capitalisme anglais (c'est lui qui constitua le marché mondial), les Etats Unis sont devenus un capitalisme vieillissant, mais qui conserve une place unique, comme ciment de tout l'édifice capitaliste. Son histoire d'impérialisme dominant est longue et elle est déterminante pour la compréhension de la situation actuelle et nous oblige à revenir un peu en arrière.

Après la guerre de 14-18, l'économie mondiale n'est pas stabilisée et les rivalités économiques inter impérialistes non réglées conduisent à la deuxième guerre mondiale où, cette fois, le récurage des forces de

production fut poussé au maximum avec 70 millions de morts, la destruction presque totale des économies capitalistes européennes, le bombardement atomique du Japon, la liquidation de l'économie allemande (Le plan énoncé par Morgenthau, secrétaire d'Etat aux finances des USA visait à « *transformer l'Allemagne en champs de pommes de terre* »..). Non sans déclencher une vague révolutionnaire sans précédent qui verra les pays de l'Est et la Chine échapper à l'emprise capitaliste directe, le mouvement révolutionnaire d'immédiate après guerre étant Pour l'essentiel muselé par l'effort conjoint des bourgeoisies, de la social démocratie et du stalinisme..

Mais cette fois, les USA sont la puissance dominatrice incontestée, aucune autre nation capitaliste ne songeant n'en ayant pas les moyens à lui refuser cette place. En 1945 les États Unis produisent la moitié du charbon, les deux tiers du pétrole et plus de la moitié de l'électricité du monde. Ils sont les prêteurs des économies en reconstruction. Le dollar devient la monnaie d'échange internationale, équivalent de l'or (Accords de Brettons Wood de 1944). Détruire pour restaurer : c'est le plan Marshall, préféré au plan Morgenthau, qui va dégager plus de 13 Milliards de dollars de l'époque en prêts et dons US dans la reconstruction des économies capitalistes détruites par la guerre et placer ces économies sous la domination absolue de l'impérialisme américain, l'Allemagne et du Japon).

Vont commencer trente années de prospérité, alliant une forte accumulation du capital dans l'espace libéré par la reconstruction des économies nationales et un formidable bond en avant de la productivité du travail qui n'a plus à s'embarasser des usines et outillages dépassés : ils ont été détruits pendant la guerre. Les différents capitalismes européens arrivent à enrayer à plusieurs reprises les processus révolutionnaires qui se multiplient, sauvés par l'appareil stalinien ou social démocrate, en accordant des avantages sociaux importants au prolétariat : sécurité sociale contre prise du pouvoir, augmentations de salaires contre remise des armes des maquisards. Leurs marges de profit permettent alors.

Au bout de ces trente ans, le même phénomène qui a présidé à l'élimination de l'Angleterre de la première place se reproduit, la terre recommence à devenir trop petite pour le capital et son avidité d'accumulation.

Des régions du globe, naguère encore connues des seuls explorateurs ou uniquement sources de matières premières se sont industrialisées grâce à l'exportation de capitaux venant des pays riches. Des pays d'Asie, d'Amérique latine, l'Australie deviennent avec des inégalités des pays capitalistes constitués, les pays capitalistes vaincus reconstituent leur puissance (C'est le cas en particulier de l'Allemagne et du Japon).

L'impérialisme dominant qui avait dirigé tous ses efforts vers la reconstruction des économies capitalistes et en a largement profité, doit faire face maintenant à leur concurrence. Vendre les marchandises produites devient plus difficile, le taux de profit diminue et des masses considérables de capitaux s'accumulent, à la recherche des secteurs les plus rentables.

Signe de ce changement, les USA, devant le danger que les possesseurs d'un dollar affaibli, exigent la transformation de leurs réserves de dollars en or, décident unilatéralement d'abandonner la convertibilité du dollar en or dès 1971. Les USA restent l'impérialisme le plus puissant mais ils ne dominent plus de manière unilatérale le monde. Les crises économiques, financières, singulièrement absentes des trente années précédentes, réapparaissent et les mouvements révolutionnaires se succèdent (Chili, Portugal, Nicaragua, Amérique Latine, Iran, Philippines etc.. et dans les pays ayant échappé au capitalisme : Tchécoslovaquie, Pologne etc..). Les tensions sur le dollar s'accroissent, preuve de l'affaiblissement relatif de l'économie américaine.

Malgré la décision des pays capitalistes avancés en février 1987 de « *soutenir* » le dollar qui s'effondre, le premier krach conjoint des marchés obligataires et des marchés d'actions intervient le 19 octobre 1987.

... AUJOURD'HUI AU COEUR DE LA TOURMENTE

Une nouvelle période s'ouvre avec les années 90. L'effondrement de l'URSS et la réintroduction du capitalisme dans les pays de l'Est vont donner un bol d'oxygène à l'économie capitaliste, et inaugurer une période brève et inégalée de prospérité de l'économie capitaliste mondiale. Mais l'impression générale et les discours triomphants sur « *l'impossibilité enfin prouvée du socialisme* » et sur le caractère « *inévitabile et éternel du capitalisme* » dissimulent mal les difficultés en gestation, et l'espace économique ouvert par l'effondrement de l'URSS et des pays de l'Est va vite se révéler insuffisant :

Les USA, seule puissance mondiale réelle, sont en réalité un colosse aux pieds d'argile qui passe insidieusement du statut de créateur à celui de débiteur du monde capitaliste.

L'impérialisme US a désespérément besoin de reconquérir l'espace économique perdu. Se posant en gendarme du monde, il essaie de reprendre une position de domination partout où les autres impérialismes ont pris pied : c'est la raison de la guerre du Golfe de 1991 où il emmène une coalition de pays capitalistes pour faire main basse sur les réserves pétrolières de l'Irak, du Koweït et de tout le moyen orient.

Les tentatives des USA d'empêcher que certains impérialismes reconstituent leurs forces échouent : l'unification de l'Allemagne annule les limites politiques qu'imposaient à la RFA la défaite de l'impérialisme allemand et permet à ce dernier d'affirmer sa position prépondérante parmi les puissances capitalistes européennes.

Les rivalités inter impérialistes s'exacerbent malgré les tentatives multiples de coopération (à travers l'Union Européenne par exemple) et l'impérialisme US n'apparaissant plus comme le garant de la stabilité ni comme la puissance intouchable, les critiques des « *économistes* » non américains se multiplient.

Les années 2000 marquent le retour accéléré des grandes crises, financières, économiques, des « *bulles* » et des krachs. Chacun de ces événements se voit qualifié par les commentateurs de crise la plus importante depuis la seconde guerre mondiale ou depuis la crise de 1929. Mais il s'agit en fait de tout autre chose.

Le capitalisme arrivé à son stade de domination sur la planète, l'impérialisme, a déjà connu ce qui lui arrive : l'énorme accumulation de capitaux, l'écart grandissant entre les capacités de production et les moyens de consommation laissés aux classes productives, la déconnexion de plus en plus massive des capitaux financiers de la production sont autant de signes de l'impossibilité du capitalisme d'investir le capital réalisé dans la production de manière rentable pour lui.

Mais ce qui est nouveau, ce sont les conditions dans lesquelles ces phénomènes interviennent. L'impérialisme dominant a assuré la stabilité du capitalisme mondial en accord avec les autres nations capitalistes avancées, d'abord en reconstruisant et en soutenant leurs économies défailtantes, puis de nos jours, en absorbant les capitaux excédentaires. C'est ainsi qu'il est devenu débiteur généralisé pour que la machine continue à tourner, en quelque sorte une gigantesque poubelle pour les capitaux excédentaires, les générations américaines futures étant chargées de solder la dette finale.

La Chine et le Japon possèdent les deux plus importantes réserves de change au monde. Celles de la Chine ont atteint 1.530 milliards de dollars fin 2007, et celles du Japon ont dépassé les 1.000 milliards en février. Le gros de ces réserves (70% pour la Chine, selon les analystes) est libellé en dollars. Aux Trésors publics chinois et japonais s'ajoutent les investisseurs privés. Au total, selon une étude de CLSA Asia Pacific Markets, 25% des bons du Trésor américains étaient détenus par le Japon et 21% par la Chine en novembre 2007.

Cela veut dire, entre autre, que les considérables dépenses de la défense américaine (648 milliards de dollars pour la défense en 2008) sont financées en partie par les profits réalisés par l'économie chinoise, japonaise et d'autres, tous créanciers des USA.

Malgré les tentations de revendre ces bons du trésor libellés en dollars qui se déprécient de jour en jour, ces créanciers sont pris entre le marteau et l'enclume, car vendre des milliards de dollars aujourd'hui serait déchaîner la crise de dislocation du marché mondial, ne pas le faire c'est voir s'envoler ses réserves en capital. D'un côté maintenir son taux de profit « *national* », de l'autre empêcher la dislocation du marché mondial. Combien de temps cela peut il durer ?

Cela veut dire que l'endettement inimaginable de toute une nation (rappel : les ménages américains sont endettés à 140 % de leurs revenus) a été accepté et même favorisé par l'ensemble des pays capitalistes, y compris la Chine. Quelle est la signification de ce phénomène ? Que tout le système est une gigantesque cavalerie dont chaque capitalisme a accepté le développement (à travers les G5, G7, G8.. et autres organismes internationaux de régulation) dans une fuite en avant immaîtrisée.

AUCUNE REGULATION N'EST POSSIBLE...

A l'heure actuelle se profile une crise financière et économique d'une ampleur sans précédent, mais aucune nation capitaliste ne peut rompre la chaîne sans conséquences incalculables, en raison de la profonde interdépendance des économies nationales. C'est la raison de la politique menée avec un ensemble remarquable par les bourgeoisies de tous les pays. S'il n'est pas possible aujourd'hui d'étendre les marchés

sans se heurter aux autres capitalismes et en particulier aux capitalismes plus jeunes, où les ouvriers sont moins payés, il leur faut, et c'est vital pour la survie du capital dans chaque pays, ramener leur propre prolétariat des dizaines d'années en arrière, réduire considérablement le coût du travail pour rétablir une marge de profit suffisante pour continuer à faire du profit et pour continuer ...à accumuler.

L'idée d'un hyper impérialisme tout puissant, régulateur du capitalisme mondial et garant de la stabilité économique et politique est clairement réfutée par la crise gigantesque et tout à fait nouvelle qui se profile.

Les Etats Unis ont occupé la place d'impérialisme le plus puissant, ils l'occupent encore, mais l'exacerbation des rivalités, l'avancée de la crise va mettre en cause de plus en plus ouvertement leur place dominante.

A la différence du début du siècle, et malgré l'émergence de l'Allemagne ou de la Chine comme puissances impérialistes de premier ordre, aucune nation capitaliste ne peut postuler aujourd'hui à ce rôle. L'une d'entre elle postulerait elle, ou bien les Etats Unis voudraient-ils réaffirmer définitivement leur leader chip, qu'il y faudrait une conflagration mondiale d'une autre dimension encore que la première et la seconde guerre mondiale réunies pour amener le monde à sa botte : au delà de ce qui existait en 1918 ou en 1945 car le capital a bel et bien mondialisé les économies de toute la planète sous la forme capitaliste.

A moins d'une abolition révolutionnaire du système de profit.

Victor MAURICE, avril 2008.

Texte également disponible sur le site web du CCI (T) : www.cci-t.org.